

## **L'ordre d'Hadrien Et autres récits de la porte des enfers**

**Gregory Buchakjian**

La nuit du 13 au 14 octobre 2019, je l'ai passée à haleter, délirer, étouffer, croyant être malade, fou ou les deux à la fois. Au matin, le ciel était beige orangé, épais, brumeux, granuleux. Ce n'était pas un vent de sable comme il en arrive parfois au printemps. C'était le feu. Le pays était en proie aux incendies de forêts les plus dévastateurs de son histoire. Ce type de drame environnemental n'est non seulement pas le propre du Liban, il est devenu la règle. De l'Amazonie à l'Australie, les politiques, avouées ou non, de déforestation au profit de l'élevage ou d'autres entreprises lucratives transforment des territoires immenses en brasiers et menacent l'équilibre de la planète.

En décembre 2018, une femme qui participait à une visite guidée de mon exposition **Habitats abandonnés** au Musée Sursock de Beyrouth a raconté son histoire. Pendant la guerre, dans les années 1980, l'immeuble beyrouthin que possédait sa famille avait été occupé et dépecé par les milices. Elle a alors décidé de partir loin pour donner un meilleur avenir à sa fille et s'était installée dans une belle maison à Malibu. En automne 2018, Malibu avait brûlé et sa maison avec. Cette femme qui avait tout perdu deux fois était admirable de dignité et de courage.



Rechmaya, tronc d'arbre calciné. Photo : Gregory Buchakjian

Au Liban comme ailleurs, les forêts ont toujours été menacées. Au musée du Louvre, parmi les frises monumentales provenant du palais du roi assyrien Sargon II à Khorsabad, se trouve le relief en gypse dit du **Transport du bois**. Sur le cartel, il est écrit que:

Le Liban était célèbre pour ses forêts de cèdres et, depuis la fin II<sup>e</sup> millénaire les souverains assyriens s'approvisionnaient dans cette région comme nous l'indiquent les textes cunéiformes. Le bois coupé dans les montagnes du Liban était transporté depuis Sidon jusqu'à un port situé au sud de Tyr. Il était embarqué sur des navires qui longeaient la côte phénicienne en direction du Nord, passaient au large de Tyr, puis de Ruad pour être sans doute déchargé à l'embouchure de l'Oronte. De là, il pouvait être acheminé par voies fluviales et terrestres en Assyrie<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> **Frise du transport du bois.** Epoque néo-assyrienne, vers 713-706 avant J.-C. ; Khorsabad, l'antique Dur Sharrukin, Iraq. Bas-relief, albâtre gypseux. Paris, Musée du Louvre, Département des antiquités orientales, inv. O19888, fouilles de P-E. Botta, 1844.

Quelques siècles plus tôt, Hiram Ier, roi de Tyr, «procura à Salomon des bois de cèdre et des bois de genévrier autant qu'il en voulut»<sup>2</sup>. Après la construction du Temple de Jérusalem, Salomon «construisit la Maison de la Forêt du Liban : elle était longue de 100 coudées, large de 50 coudées et haute de 30 coudées. Elle était construite sur quatre rangées de colonnes en cèdre ; des poutres en cèdre reposaient sur les colonnes. Il y avait des panneaux en bois de cèdre au-dessus des traverses qui reposaient sur les colonnes»<sup>3</sup>.

Ces épisodes ont longtemps servi une narration à la gloire des Phéniciens grâce à qui se seraient construites les grandes civilisations de l'Antiquité. Un regard plus critique notera que les phéniciens se sont enrichis et au passage ont pillé les ressources naturelles de leur pays. De là le double mensonge sur lequel s'est construite l'identité libanaise entre le XIXe siècle et la fin de la Grande guerre.



Reserve naturelle du Chouf. Photo : Gregory Buchakjian

---

<sup>2</sup> Rois, I, 5:13.

<sup>3</sup> Rois, I, 7:2.

Le premier mensonge étant le mythe du phénicianisme adoubé par les maronites<sup>4</sup> avec le soutien de la France, alors que, «clairement, entre Phénicie ancienne et le Liban médiéval et moderne, il n'y a pas de connexion historique démontrable»<sup>5</sup>. Le second mensonge est le cèdre que l'on a choisi comme emblème national puisque finalement c'était un symbole en négatif, ce que l'on n'avait plus, ou ce que l'on perdrait.

Ce retour aux temps bibliques s'imposait pour souligner à quel point le paysage de ce pays auquel sa population et ses visiteurs sont tant attachés est constamment l'objet d'une lutte.

En 2015, une exposition au Beirut Art Center me rappela le souvenir d'une intrigue qui avait défrayé la chronique dans les années 1980, pendant la guerre : les déchets toxiques illégalement importés d'Italie et entreposés en pleine nature dans ce qu'on appelait alors le «réduit chrétien». Ayant grandi dans la région où se trouvaient les déchets, Jessika Khazrik a voulu en savoir plus. Ses explorations l'ont menée à l'archive photographique de l'écotoxicologue et pharmacologue Pierre Malychef qui avait été assigné à l'investigation scientifique. Après sept ans d'enquête, le procureur a accusé Malychef d'être un faux témoin. Au lieu de considérer les photographies, rapports scientifiques et tests comme preuves matérielles du commerce de déchets toxiques orchestré par la milice chrétienne qui imposait alors sa loi, le procureur incrimina le scientifique d'avoir fabriqué ces matériaux et de les mettre en scène. Le procureur alla jusqu'à utiliser les photographies de Malychef comme preuve de cette mise en scène alors qu'elles étaient selon toute logique les pièces à conviction de son étude. L'installation **The Blue Barrel Grove** de Jessika Khazrik rappelait au visiteurs deux choses : les dangers de produits disséminés sur le territoire – on en prendra la mesure le 4 août 2020 – et l'acharnement des autorités à protéger les contrevenants quitte à jeter en prison leurs propres enquêteurs.

Dans les décennies d'après-guerre, les mêmes cliques au pouvoir ont fermé les yeux sur des milliers de constructions illégales, quand ce n'était pas des ministres qui changeaient la loi pour une durée de 24 heures le temps de lancer le permis de construire de leur chantier. Ils ont également fermé les yeux sur les innombrables carrières de pierres constituant tant de plaies qu'en 2018, **The Independent** annonçait que «les montagnes du Liban étaient effacées de la carte, sans que personne ne s'en soucie»<sup>6</sup>.

---

<sup>4</sup> L'église maronite est une église orientale reliée au catholicisme, et la plus grande communauté chrétienne au Liban.

<sup>5</sup> Kamal Salibi (1988). *A House of Many Mansions. The History of Lebanon Reconsidered*, p. 177. Londres: I. B. Tauris.

<sup>6</sup> Robert Fisk, «Lebanon's mountains are being wiped from the map – but does anyone care?», **The Independent**, 8 juin 2018.



Majdal Tarchiche, carrière. Photographie : Gregory Buchakjian. Cette image fait partie de Fragments from the Ridge Line, produit pour The Place that Remains, Pavillon du Liban à la Biennale d'architecture de Venise, 2018

Avant même que les barils toxiques ne défraient la chronique, le pays avait déjà pris l'habitude d'être transformé en poubelle. Les années de guerre ont vu une dégradation de l'espace public et de l'environnement dont une des plaies les plus saillantes fut le dépotoir dit du Normandy. Sur le littoral de Beyrouth, après la bataille dite des hôtels qui fit rage entre 1975 et 1976, un des coins les plus agréables de la ville connut une nouvelle affectation:

La petite baie qui se trouve en contrebas de l'avenue des Français est devenue un dépotoir géant : tous les jours, des dizaines de camions municipaux viennent y déverser le produit de la collecte des ordures ménagères de la capitale. Une couche d'immondices, une couche de sable, une autre couche d'immondices et ainsi de suite, technique utilisée, paraît-il, lors de la construction de l'aéroport Kennedy à New York. Il s'agit de combler en partie la mer et, sur la surface ainsi gagnée, d'aménager plus tard un jardin public, prévu dans le nouveau plan d'urbanisme, face à l'hôtel Hilton. Mais pourquoi remblayer la mer avec des déchets nauséabonds ? Pour une raison bien simple : on ne

sait plus où s'en débarrasser et comme l'usine de traitement des ordures a été détruite pendant les événements, alors on utilise les ordures comme remblais et on dissimule (...) chaque nouvelle couche par une couche de sable<sup>7</sup>.

Dans les années 1990, le dépotoir accueillit les débris de la guerre et de l'après-guerre, encore des ordures mais aussi fragments architecturaux d'édifices patrimoniaux et de vestiges archéologiques arrachés par les bulldozers de Solidere, la société en charge de la reconstruction. Ce dépotoir devint si grand qu'on en aménagea un autre, sur le littoral nord, ainsi de suite. Alors que dans le monde, on élaborait des solutions pour recycler des ordures, la classe politique libanaise ne voulait rien entendre. En été 2015 éclatait – finalement, oserai-je dire – la «Crise des ordures» après qu'un énième dépotoir ait été saturé et qu'on n'ait pas cherché préalablement de solution. Les titres de la presse internationale donnent une idée de l'ampleur du désastre:

«Lebanon is drowning in its own waste», BBC<sup>8</sup>

«Lebanon garbage crisis pollutes Mediterranean», Deutsche Welle<sup>9</sup>

«Un torrent de déchets dans les rues de Beyrouth», Le Monde<sup>10</sup>

L'été 2015 aura été une préparation à l'insupportable. Abjects et interminables monticules occupant les trottoirs, des artères entières et des flancs de montagnes auxquels on n'a pas trouvé mieux que de mettre le feu, au risque d'étouffer et empoisonner les populations entières. À partir du 22 août 2015, d'importantes manifestations dénoncèrent l'incurie du gouvernement et de la classe dirigeante. Contrairement à la période 2005-2008, où les mouvements de foules étaient polarisés entre les deux principaux camps politiques du pays, ceux qui descendaient dans la rue s'opposaient à tous ceux qui se sont partagés le pouvoir et qui comptent encore, il faut le dire, une importante assise populaire grâce au clientélisme et au régime de la peur qu'ils ont su instaurer. Il n'empêche que l'été 2015 et son slogan «You Stink» – vous puez – inaugurerait une nouvelle phase de contestation et portait les prémices d'octobre 2019. Six ans plus tard, le Liban vit toujours sous l'épée de Damoclès des dépotoirs d'ordures. La menace resurgit régulièrement et révèle, comme pour les carrières, l'acharnement de la classe politique mafieuse à laisser couler et couler le pays et sa population.

<sup>7</sup> «Ordures aujourd'hui, jardin public demain», **L'Orient-Le Jour**, 9 avril 1977, p. 3.

<sup>8</sup> «Lebanon is drowning in its own waste», BBC, 28 mars 2018. <https://www.bbc.com/future/article/20180328-lebanon-is-drowning-in-its-own-waste>

<sup>9</sup> «Lebanon garbage crisis pollutes Mediterranean», DW, 14 juin 2017. <https://www.dw.com/en/lebanon-garbage-crisis-pollutes-mediterranean/a-36234663>

<sup>10</sup> «Un torrent de déchets dans les rues de Beyrouth», **Le Monde**, 12 septembre 2018. [https://www.lemonde.fr/planete/video/2018/09/12/un-torrent-de-dechets-envahit-beyrouth\\_5354064\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/video/2018/09/12/un-torrent-de-dechets-envahit-beyrouth_5354064_3244.html)



Barrage de Chabrouh. Photo : Gregory Buchakjian

À l'acharnement que l'on peut qualifier de «passif» - même s'il est loin de l'être – s'est ajouté l'acharnement bâtisseur. En 2010, le ministre de l'énergie et gendre du futur président de la république lançait sa «Stratégie nationale des ressources hydrauliques» avec «le droit de tout citoyen, la richesse de toute la nation» pour slogan et deux milliards de dollars comme budget<sup>11</sup>. Le résultat allait être aussi édifiant que les promesses.

Barrage de Chabrouh : 22.000 à 33.000 mètres cubes de pertes par jour.

Barrage de Brissa : incapacité à conserver l'eau, le sol étant calcaire.

Barrage de Balaa : impossibilité de retenir l'eau, le sol étant composé de gouffres. Barrage de Janna : destruction d'un des écosystèmes le plus riches du pays et de la qualité de ses eaux.

Barrage de Mseilha : impossible à opérer car trop proche de l'estuaire<sup>12</sup>.

<sup>11</sup> Gebran Bassil, «Stratégie nationale des ressources hydrauliques» [en arabe], Beyrouth, Ministère des ressources hydrauliques et électriques, 27 décembre 2010, Gouvernement libanais, décret n.2 du 9 mars 2012.

<sup>12</sup> Saada Allaw, «Lebanon Dam Business: Destroying the Environment and Squandering Public Funds», **The Legal Agenda**, 18 mars 2020.

Alors que d'innombrables projets de lois n'ont jamais été votés dans un parlement réputé pour son inaction, les approbations de projets de barrages sont passées comme des lettres à la poste avec la bénédiction de la Banque mondiale. L'institution internationale a investi plus de cinquante milliards de dollars dans 92 pays sur des infrastructures qui, depuis les années 1970, sont de plus en plus critiquées. Elle n'a, par ailleurs, presque jamais soutenu des initiatives basées sur les connaissances locales du terrain et des techniques<sup>13</sup>.

En 2017, l'ONG Lebanon Eco Movement pointait du doigt un projet de barrage situé à Bisri, à 35 kilomètres au sud de Beyrouth. Le site, d'une richesse exceptionnelle en termes de biodiversité, de vestiges archéologiques, de pratiques agricoles et d'habitat, est classé comme protégé par le ministère de l'environnement depuis 1997. En 2005, le Master plan national du territoire libanais préconisait que «sa préservation est essentielle»<sup>14</sup>. À partir de 2018, la campagne de sauvegarde de Bisri prit une ampleur nationale, le public étant de plus en plus excédé par les dérapages et désastres, notamment la crise des ordures. Pendant la révolte qui débuta le 17 octobre 2019, Bisri allait être un des enjeux, des lieux de confrontation et aussi un succès. Les militants réussirent à plusieurs reprises à expulser les équipes et le matériel de chantier, malgré une répression de la part des forces de l'ordre et des intimidations à la solde des entrepreneurs. Il faudra deux ans de combats, de scandales, de cris et de sang pour que la Banque mondiale décide, en été 2020, suspendre puis annuler définitivement son prêt de 474 millions de dollars, tandis que les gouvernements successifs maintenaient le cap et ne voulaient rien entendre d'autre que de débiter les travaux dans un pays ruiné, endetté jusqu'au cou avec une population au seuil de la famine. Deux semaines à peine après la publication par la Banque mondiale de la fin du projet, on signalait des débuts d'incendies de forêts dans la région, heureusement maîtrisés.

Les incendies de la nuit du 13 au 14 octobre 2019 furent hors échelle, menaçant et détruisant des zones habitées, des cultures et des forêts sur l'ensemble du territoire. Ils ne pouvaient plus passer dans la rubrique pertes et profits d'autant plus que la flotte d'hélicoptères assignée à lutte anti-incendie était restée clouée au sol faute d'entretien. Trois jours plus tard, un autre incendie allait s'allumer. Le 19 octobre 2019, la population descendait dans la rue pour demander le départ de la classe dirigeante corrompue, criminelle et incompétente. C'était le début de la «Thawra» - Révolution. Deux ans plus tard, aucun de ces dirigeants n'a été inquiété, le pays est en banque-

---

<sup>13</sup> Marwan El Solh, «Lebanon's dam obsession: Who pays the price?», **Middle-East Eye**, 4 février 2016.

<sup>14</sup> DAR-IAURIF, «National Physical Master Plan of the Lebanese Territory», 2005, p. V-10.



route et sa capitale a été en partie pulvérisée par une explosion dont l'enquête reste et restera dans les limbes.

Alors que rien ne semble interrompre la descente aux enfers du Liban, il y a des gens qui s'accrochent à ce bout de terre, qui essaient de continuer à le faire vivre et à y vivre. Cet attachement a quelque d'irrationnel. Quel avenir peut offrir un pays dans lequel il n'existe aucune sécurité, aucune forme d'institution qui fonctionne correctement, où le courant électrique est un luxe, où le pouvoir d'achat perd 90% de sa valeur en un an, où des denrées essentielles viennent à manquer ? Quel avenir dans un pays ancré dans la région la plus maudite de la planète et dont le seul qualificatif qui paraisse conséquent est celui de «porte des enfers» ?



Oliviers à Bechealeh. Photo : Gregory Buchakjian



Inscription d'Hadrien, réserve de Jabal Moussa. Photo : Gregory Buchakjian

«Rien n'aura lieu que le lieu», a écrit Stéphane Mallarmé dans son poème **Un coup de dés jamais n'abolira le hasard**. Au-delà des misères et des conflits, le lieu dégage une force, une énergie que l'on a peine à expliquer. Au Liban, depuis la naissance de la peinture moderne au début du XXe siècle, le paysage est resté une constante dans la production artistique, souvent porteur de messages sociaux, politiques ou métaphysiques. Est-ce un hasard que les deux participations nationales du Liban à la Biennale d'architecture de Venise – toutes deux conçues par des femmes portant le même prénom – aient voulu explorer ce «vide» ? En 2018, Hala Younes avait monté *The Place That Remains*, à partir d'une exploration cartographique et de séries photographiques du bassin versant du fleuve de Beyrouth. En 2021, Hala Wardé présentait *A Roof for Silence*, questionnant «Pourquoi ne pas penser les lieux par rapport à leur potentiel de vide plutôt que de plein ? Comment lutter contre la peur du vide en architecture ? Comment imaginer des formes qui génèrent des lieux de silence et de recueillement ?». Hala Wardé avait sollicité la collaboration de Fouad Elkoury qui est allé photographier, dans la région de Douma, au Liban nord, les oliviers les plus anciens du Liban. Fouad Elkoury nous a emmenés, mon père Sarkis et moi, voir ces arbres millénaires dont les troncs se sont démultipliés en sculptures cavernueuses

ne manquaient. C'était le 6 octobre 2019, une semaine avant les grands incendies et deux semaines avant le début de la révolte mais nous ne pouvions pas le savoir. Nous contemplions ces arbres avec l'émotion de faire face à des êtres ayant survécu à une série continue de catastrophes.

Ces témoins étaient déjà là – et déjà millénaires – lorsque, sous le règne de l'Empereur Hadrien, on fit graver dans le roc l'inscription «IMP HAD AVG DFS AGIV CP», abbréviation de «IMPeratoris HADriani AUGusti DeFinitio Siluarum Arborum Genera Quatuor Cetera Priuata» ordonnant la gestion et la préservation d'espèces végétales.

Un ordre que l'on souhaiterait voir respecté.